



Conseil économique et social

Distr. générale
13 novembre 2013
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-deuxième session

11-21 février 2014

Suivi du Sommet mondial pour le développement social et de la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous

Déclaration soumise par le Service and Research Institute on Family and Children, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, qui est distribuée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

La pauvreté est un problème humain. Il s'agit d'un fléau social aux multiples aspects qui paralyse les familles et les empêche de remplir leurs fonctions et rôles normaux qui consistent à prendre soin de leurs membres et à les nourrir, en particulier les femmes et les enfants. La pauvreté ralentit le développement tout entier de la société et mine toute forme de progrès social.

Dans le cadre de la cinquante-deuxième session de la Commission du développement social relative à la promotion de l'autonomisation des populations en vue d'atteindre l'éradication de la pauvreté, l'intégration sociale et le plein emploi, ainsi qu'un travail décent pour tous, la présente déclaration est présentée par le Service and Research Institute on Family and Children et met l'accent sur :

- a) Le lien entre la santé familiale et la santé sociale;
- b) Le lien entre la pauvreté et la désintégration des familles;
- c) Le problème de l'éclatement de la famille qui conduit à la fragmentation sociale.

Ces facteurs interreliés créent de nouveaux paradigmes de pauvreté avec des conséquences sur la santé, l'éducation et le bien-être de ses membres, en particulier des femmes et des enfants. A cause de ces "interconnexions", les familles sont prises au piège des circonstances, n'ont souvent pas la volonté de résister et deviennent facilement la proie des dérives sociales qui peuvent conduire à l'addiction, à la violence, aux maladies mentales, à la corruption, au vol, voire au suicide. Ce phénomène de cause à effet est cyclique, nuit à la vie humaine, gaspille les ressources humaines et entrave toute forme de développement.

Deux récentes consultations nationales sur les objectifs de développement humain et l'éradication de la pauvreté, organisées par le Service and Research Institute on Family and Children, et qui se sont tenues à New Dehli et à Chennai (Inde), ont reconnu la nécessité d'un cadre stratégique robuste et efficace sur les familles vivant dans la pauvreté et la nécessité d'un engagement participatif des divers acteurs, et entre eux, pour aider à éradiquer la pauvreté, restaurer, humaniser et réhabiliter les victimes de l'isolement social, et leur permettre de devenir des citoyens intégrés dans la société. A moins d'être sur le pied de guerre, l'isolement social perdurera et le chômage persistera, affectant profondément les systèmes familiaux actuels et créant des ramifications intergénérationnelles, des répercussions sociales plus grandes et des conséquences souvent irréversibles.

Lors de sa récente conférence mondiale sur le thème de « la défense de la famille : famille, enfants et culture », qui s'est tenue à Bangkok, le Service and Research Institute on Family and Children a adopté une déclaration reconnaissant le besoin urgent, pour les gouvernements et les autres acteurs, de formuler des politiques claires et des stratégies directes visant à inclure et renforcer la fondation de l'institution de la famille. La déclaration a en outre énoncé que ces stratégies et politiques étaient indispensables et devaient être traitées en priorité. Par conséquent, les problèmes majeurs de dialogue, de constitution de réseaux, de plaidoyer, de renforcement des capacités, d'influence des politiques, de recherche et de diffusion des informations qui résultent en des politiques centrées sur la famille, étaient les facteurs clés nécessitant une attention urgente.

Le Service and Research Institute on Family and Children propose d'aller de l'avant et rappelle, aux gouvernements et aux acteurs concernés, la nécessité de collaborer entre eux pour formuler des stratégies de longue haleine afin d'assurer l'indépendance économique des familles et de leurs membres, des jeunes en particulier, afin qu'ils ne soient pas facilement attirés ou tentés par la radicalisation et la culture de la violence. Dans le même ordre d'idée, les membres de toutes les religions doivent travailler en faveur de l'harmonie et de systèmes nationaux d'intégration. Ainsi, il est nécessaire de réviser, rebâtir, fournir et garantir, dans tous les pays, des systèmes appropriés d'appui aux familles dans les domaines de la santé, de l'éducation, des services sociaux, des cérémonies religieuses, de la protection de la culture et de l'emploi. Toutes choses qui doivent permettre aux familles de résister à toutes formes de pression et de participer de manière constructive à leur propre développement et à celui de leurs pays.

Il est nécessaire et urgent, à l'échelle mondiale, pour les pays, de demander aux industries, associations, chambres de commerce et entreprises de participer aux actions liées à la promotion du bien-être familial en mettant au point des programmes solides de responsabilité sociale des entreprises et en encourageant les politiques d'épanouissement qui créent un équilibre travail-vie pour les employés, et par conséquent, contribuent à renforcer et à soutenir les systèmes de vie communautaire à travers des stratégies et des mesures philanthropiques.

Les organisations non gouvernementales peuvent être appelées à jouer un rôle efficace dans la recherche, la formation et le renforcement des capacités, le plaidoyer et la diffusion des informations, lesquels peuvent constituer des fondements empiriques à exploiter de manière constructive par les gouvernements et les bailleurs de fonds pour élaborer des politiques relatives à des projets d'éradication de la pauvreté « centrés sur la famille » dans les pays. Dans cette tâche d'éradication de la pauvreté, les institutions non-familiales ont un rôle important à jouer dans la création d'un environnement favorable pour les familles et les enfants, en tant qu'approche proactive inclusive et à grande échelle.

Les acteurs religieux (groupes et individus) peuvent également jouer un rôle efficace dans la fourniture d'interventions thérapeutiques, réduisant par conséquent les formes de comportements antisociaux et permettant de manière constructive aux familles de s'extirper de la pauvreté. Ceci permettra aux familles de jouer leur rôle dans des environnements sociaux dominés par le mercantile et la concurrence et, ce faisant, d'asseoir les bases de la durabilité, d'une cohésion familiale forte, de la sécurité et de l'identité nationale.

Le Service and Research Institute on Family and Children lance un appel à la communauté mondiale, et aux gouvernements en particulier, pour la création d'un « Ministère de la famille » dans leurs systèmes de gouvernance, et appelle les Nations Unies à créer une « Charte des droits de la famille ». Ces actions aideront à établir un dialogue, un processus de paix et un cadre idéal pour traiter des questions suivantes :

- a) Les relations et les valeurs familiales;
- b) L'amélioration de l'accès des familles aux biens, aux services et aux infrastructures;
- c) L'accroissement des ressources financières des familles pauvres;

- d) L'autonomisation des familles pour la construction de la nation;
- e) La mise sur pied d'institutions et d'organismes favorables aux familles;
- f) La stimulation d'un environnement propice à la famille;
- g) La coordination et la fourniture d'une synergie efficace auprès des diverses institutions au service de la famille;
- h) Le renforcement des institutions et fondations de politique et de recherche au service de la famille;
- i) La mobilisation de ressources accrues en bénéfice des familles;
- j) L'encouragement au sein des cadres de responsabilité sociale des entreprises, d'autres acteurs mondiaux et d'institutions multinationales, à prendre une part active dans la tâche de réduction de la pauvreté.

Le Service and Research Institute on Family and Children est fermement convaincu qu'une telle approche coordonnée est à même de créer un élan de synergie et sans aucun doute stimulera les capacités des populations à éradiquer la pauvreté, à assurer l'intégration sociale et le plein emploi, ainsi que le travail décent pour tous, lesquels sont reconnus et figurent en bonne place dans les Objectifs du millénaire pour le développement et le programme de développement pour l'après-2015.

Remarque : La déclaration est signée par les organisations non gouvernementales suivantes dotées du statut consultatif auprès du Conseil : Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies.